

Revue du MAUSS

Revue trimestrielle

SOMMAIRE/N° 11/NOUVELLE SÉRIE/PREMIER TRIMESTRE 1991

Présentation : Donner, recevoir et rendre: l'autre paradigme 3

Jacques T. GODBOUT et Alain CAILLÉ <i>Le don existe-t-il (encore)?</i>	11
Jean-Luc BOILLEAU <i>Le don n'est ni abandon ni pardon</i>	33
Françoise BLOCH et Monique BUISSON <i>Du don à la dette: la construction du lien social familial</i>	54
Gérald BERTHOUD <i>Le marché comme simulacre du don?</i>	72

PISTES, ESQUISSES ET CONTROVERSE

Pierre BAZANTAY et Yves HÉLIAS <i>Le dernier Congrès ordinaire de banalyse</i>	90
Jean-Pierre BRES, Ariane LANTZ, Guy NICOLAS <i>Correspondance</i>	95
Alain CAILLÉ <i>Une soirée à « l'Ambroisie » — Rudiments d'une analyse structurale du don</i>	106

CHRONIQUE DES SAVOIRS

Mary DOUGLAS <i>Une déconstruction si douce</i>	113
Roland PUERTO-MARTINEZ <i>Libéralisme et démocratie. La République des gens de bien</i>	124
Lucien SCUBLA <i>Diversité des cultures et invariants transculturels : une mise au point...</i>	132

HÉRITAGES

Lewis HYDE <i>Don et usure</i>	137
--	-----

BIBLIOTHEQUE

Pierre BITOUN, Alain CAILLÉ, Ahmet INSEL, Roland PUERTO-MARTINEZ, H. ZAOUAL	165
--	-----

Revue du MAUSS

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

CONSEIL DE PUBLICATION : Cengiz Aktar, Rigas Arvanitis, Louis Baslé, Jean-Luc Boilleau, Hubert Brochier, Giovanni Busino, Annie L. Cot, Henri Denis, Mary Douglas, Jean-Pierre Dupuy, François Fourquet, Michel Freitag, Roger Frydman, Jacques T. Godbout, Marc Guillaume, Jérôme Lallement, Bruno Latour, Claude Lefort, Louis Moreau de Bellaing, Chantai Mouffe, Thierry Paquot, Jean-Claude Perrot, Wolfgang Sachs, Alfredo Salsano, Jean-Michel Servet, Lucien Scubla, Paulette Taieb, Annette Weiner.

COMITÉ DE RÉDACTION: Marc Anspach, Gérald Berthoud, Guy Béney, Pierre Bitoun, Pascal Combemale, Bernard Guerrien, Paul Jorion, Serge Latouche, Pierre Lantz.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Caillé.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Ahmet Insel.

Les manuscrits sont à adresser à : Revue du MAUSS, La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

La *Revue du MAUSS* est publiée par une association 1901. En devenant membre de l'association, vous serez tenu au courant de ses activités. Adhésion: 50 F par an (chèque à l'ordre du MAUSS à adresser à La Découverte).

PRÉSENTATION

Donner, recevoir et rendre:

l'autre paradigme

Il est possible et légitime d'être agacé par l'usage à tout propos du terme de « paradigme », et d'autant plus que son principal promoteur lui-même, Thomas Kuhn, reconnaît la multiplicité des acceptions qu'il recouvre. Il est de même possible, sinon toujours aussi légitime, d'être également agacé par l'usage systématique (notamment dans cette revue) et protéiforme du terme d'« utilitarisme ». Un certain nombre de lecteurs de la *Revue du MAUSS*, même parmi les plus attentifs, croient comprendre que celle-ci ferait reposer son projet théorique et normatif sur l'idée que toute la pensée occidentale, depuis ses origines grecques, se déploierait exclusivement dans le cadre du paradigme utilitariste. Peut-être est-il opportun de rappeler ici fortement que nous n'avons jamais rien affirmé de tel. Tous les penseurs occidentaux ne sont pas des utilitaristes, tant s'en faut. Ni Aristote, ni Plotin, ni saint Augustin, ni Kant, ni Hegel, ni Heidegger, ni Durkheim où Max Weber, ni même Adam Smith ou Keynes ne sont des utilitaristes. Et aucun auteur important, même J. Bentham et J. Stuart Mill, n'est pleinement et exclusivement utilitariste, si par utilitarisme on entend, au plan théorique, la thèse selon laquelle les hommes seraient des individus égoïstes, calculateurs et indépendants, et, au plan normatif, celle selon laquelle ne sont justes que les normes de droit qui concourent à la maximisation du bonheur du plus grand nombre d'individus ainsi caractérisés. Qu'on accepte ou non de parler de paradigme, force nous est cependant de constater qu'en dehors de la religion aucune pensée non ou anti-utilitariste n'est parvenue à cristalliser et à s'énoncer en un corpus de propositions suffisamment simples et univoques pour, dans le cadre de la division du travail intellectuel, féconder une quête de savoir non seulement spéculatif mais également empirique, et qui ait vocation à produire des connaissances cumulatives. Innombrables sont les commentateurs d'Aristote, de Plotin, saint Augustin, Kant, Hegel où Heidegger. Mais il n'existe pas de science sociale aristotélicienne, plotinienne, ou

même hégélienne¹. Ce fait d'évidence n'a pas reçu l'attention qu'il mérite.

Disons les choses différemment, plus simplement sans doute, en ne nous souciant pas trop des mots, ni de paradigmes ni d'utilitarisme, et sans nous préoccuper davantage de tenter de caractériser, de façon nécessairement hasardeuse et précaire, les lignes de force de la pensée occidentale dans son ensemble et depuis ses origines. On nous accordera alors sans peine, et avec d'autant moins de peine que c'est devenu une tarte à la crème, que la naissance des sciences humaines et sociales est coextensive à celle de « l'ère du soupçon ». Que ce que depuis deux siècles elles ont en propre par rapport à la tradition philosophique antérieure, c'est de se présenter comme des discours du dévoilement et d'affirmer que la vérité cachée depuis le commencement du monde, sous les beaux discours de la morale ou de la religion ou derrière l'affectation aristocratique et esthétisante, c'est celle de l'intérêt. Il est permis de discuter de la question de savoir si les sciences sociales sont utilitaristes, mais il n'est guère douteux qu'elles soient massivement « intérestistes »².

1. La seule posture philosophique qui ait des prolongements concrets et palpables dans le domaine des sciences humaines, notamment en sociologie et, plus récemment, en anthropologie, est celle qui s'énonce sous la bannière de l'interprétation, ou encore de l'herméneutique. Il serait tentant de voir là la preuve de l'existence d'un paradigme non utilitariste au sein des sciences humaines et sociales. Ce paradigme, si paradigme il y a, est en effet certainement non utilitariste. Mais paradigme y a-t-il? Autrement dit, l'aspiration herméneutique nous fournit-elle un lot de concepts et de modes d'explication suffisamment normalisés et reconnus par les chercheurs pour jeter sur différents domaines de la réalité un éclairage commun? La chose est douteuse. L'aspiration herméneutique semble en effet tiraillée entre le désir d'objectiver le sens subjectif de l'action (cf. la critique de Michel Freitag à l'ethnométhodologie: « La quadrature du cercle », *Revue du MAUSS* n° 4), au risque de basculer dans une variante paradoxale du positivisme, et celui de maintenir indéfiniment ouverte l'interrogation du sens de l'interrogation du sens, etc., au risque de se condamner à l'indétermination. Ou encore, à s'enfermer dans le registre de la compréhension-interprétation, au risque fort de ne rien avoir à dire du côté de l'explication et tout aussi peu du côté normatif, de ne pouvoir se prononcer ni sur les raisons de ce qui est ni sur celles de ce qui devrait être.

2. Avant de parler d'utilitarisme nous parlions nous-mêmes d'« axiomatique de l'intérêt ». De même, Jacques Godbout (cf. dans la *Revue du MAUSS* n° 9) se déclare « anti-intérestiste » mais non anti-utilitariste. Il nous semble maintenant que « l'intérestisme » ne représente qu'une variante historiquement située de l'utilitarisme. Mais il n'est pas nécessaire de nous accorder ce point pour nous suivre ici. Profitons cependant de cette note pour signaler que les spéculations de l'auteur de ces lignes sur la place de l'utilitarisme dans la philosophie occidentale sont loin de faire l'unanimité parmi les auteurs réguliers, sympathisants et membres du MAUSS. Dans le n° 9 de la revue, par exemple, Aldo Haesler

Ce discours intérêtiste des sciences humaines et sociales se présente sous trois modalités différentes. La principale, accréditée aussi bien par les grands récits libéraux que marxistes, rapporte tout à l'intérêt économique, matériel ou formel. La deuxième, dans le sillage de Nietzsche, met en avant les intérêts de pouvoir. La troisième se réclame de Freud pour faire découler les intérêts de l'avoir et de la puissance des « intérêts sexuels », étant entendu qu'il devient, dans cette version, difficile de parler d'intérêts puisqu'on ne sait plus trop ce qui en eux relève du besoin ou du désir. Ne commentons ici que les deux premières versions pour remarquer que la première d'entre elles s'assigne pour mission d'interpréter la totalité de l'action sociale sous le signe de l'action économique, tandis que la seconde la réduit tendanciellement à l'action politique *largo sensu*. Les champions de l'intérêt économique pensent tendanciellement l'intégralité de la pratique humaine du point de vue et à travers les catégories de l'économie de marché, ceux du pouvoir ou de la volonté de puissance du point de vue de l'État, c'est-à-dire du point de vue des rapports de la violence légitime à la violence illégitime. Ce paradigme (nous voici relaps) intérêtiste a eu le grand mérite de nous déniaiser et de nous interdire tout acquiescement naïf aux idéologies de la naturalité et du désintéressement. Le grand mérite également de thématiser adéquatement les enjeux essentiels de la modernité, puisque celle-ci s'est structurée effectivement de l'émergence et de la consolidation conjointes et simultanées de l'économie de marché et de l'État-nation. Il devient chaque jour plus évident cependant que ce « paradigme intérêtiste » est désormais à bout de souffle. Normativement, il condamne à l'impuissance puisqu'il est impossible d'édifier des normes éthiques solides à partir de la seule dénonciation démystificatrice de toutes les morales. Cognitivement, il en est à l'ère des colmatages, des raffinements sophistiqués et de la mithridatisation. Inutile de reproduire ici les multiples critiques qui lui ont déjà été adressées dans cette revue. Notons simplement que les économistes les plus avancés sont à la recherche des mille et une façons d'en sortir et que les sociologues les plus avancés croient désormais nécessaire de renoncer à toute velléité

exprimait les réticences que lui inspire l'opposition systématique de l'utilitarisme et de l'anti-utilitarisme. Il faudra bien sûr répondre aux critiques du « Manifeste » déjà exprimées par Serge Latouche, Jacques Godbout et Aldo Haesler. Mais peut-être est-il nécessaire d'engranger d'autres critiques avant de tenter une nouvelle mise au point. Avis aux amateurs !

d'interprétation théorique, d'abjurer toute perspective de dévoilement pour se borner à décrire la grammaire pratique de l'action sociale.

C'est que, face au constat d'échec, la tentation est grande de décréter que la modernité a basculé tout entière dans la post-modernité et qu'il convient dès lors de renoncer à l'ambition théorique aussi bien qu'éthique, car la volonté théoricienne comme la volonté moraliste aurait partie liée indissociablement avec une métaphysique désormais et à jamais révolue. Science, morale et raison ne seraient plus de saison.

La situation n'est donc guère brillante. Dans le domaine des sciences humaines et de la pensée, nous n'aurions plus le choix qu'entre le commentaire infini des commentateurs des philosophes anciens — la pose érudite —, la poursuite de l'oeuvre de dévoilement (mais il est clair qu'il n'y a plus rien à dévoiler) — la pose critique-dénonciatrice —, la quête de l'interprétation indéfinie et sans fin — la pose ineffable — ou la multiplication des jeux de langage se reflétant en miroir sans espoir de jamais déboucher derrière aucun miroir — la pose dessalée et affranchie.

On aura deviné où nous voulons en venir. A l'idée qu'il doit exister et existe sans doute une alternative à ce qui, à des degrés divers, représente quatre types de démission de la pensée. Une alternative qui assumerait les ambitions théoriques et éthiques sur lesquelles se sont édifiées les sciences de l'homme et de la société dans le sillage de la tradition philosophique, sans se laisser enfermer dans les impasses du dévoilement et du soupçon intérêtiste. Une alternative qui s'appuierait sur l'explicitation d'un paradigme à la fois opposé et complémentaire à celui de l'intérêt, tout en prétendant comme lui à la fois éclairer les ressorts profonds de la réalité empirique et ne pas se dérober face à la tâche d'énoncer des normes raisonnables de la vie en société. Ce paradigme, on l'aura également deviné, est, croyons-nous, celui du don tel que Marcel Mauss en a exposé les grands linéaments dans son *Essai sur le don*. Voilà, pensera-t-on, une hypothèse bien présomptueuse et qui se heurte à d'évidentes objections immédiates. Dont la plus grossière, mais la plus simple à la fois, est que si c'était vrai, ça se saurait. L'*Essai sur le don* date de 1923-1924. Si véritablement s'y esquissait un paradigme alternatif à l'utilitarisme intérêtiste, susceptible d'irriguer l'ensemble des sciences humaines et sociales, comment expliquer que la corporation ne s'en soit pas aperçue et que ce paradigme n'ait pas été depuis longtemps explicité et approfondi plus avant ?

L'argument est de poids car il est vrai que si la postérité de l'*Essai sur le don* se compose de quelques oeuvres éclatantes³, celles-ci n'en restent pas moins des îlots isolés, des phares qui ne brillent que par intermittence sur une mer largement étrangère et hostile. Et d'ailleurs, question préalable, M. Mauss lui-même avait-il en tête le désir de fonder un tel paradigme alternatif? Cette question appelle, croyons-nous, une réponse clairement positive. M. Mauss, comme son oncle Durkheim, ignorait le terme de paradigme, mais il est peu douteux que l'ensemble de leurs élaborations visait à remettre à sa place, limitée, la tradition utilitariste qui animait la sociologie spencérienne et l'économie politique de l'époque, et à permettre l'édification d'une morale moderne inspirée des leçons de l'anthropologie⁴. Mais la question rebondit aussitôt. Pourquoi M. Mauss a-t-il largement échoué à asseoir et à rendre crédible le nouveau mode d'intelligibilité qu'il proposait à la communauté savante? La raison tient au premier chef à sa modestie et à sa prudence scientifique. L'*Essai sur le don* établit, et encore timidement, l'universalité de l'*obligation de donner, recevoir et rendre* dans les sociétés archaïques. Mais il laisse entendre que cette obligation n'existerait plus aujourd'hui que sous forme de survivances. Et l'on touche ici, aussitôt, à la seconde objection majeure qu'il est possible d'adresser à notre affirmation que la théorie du don est seule susceptible d'offrir une alternative à l'intérétisme. Tout cela, toutes ces histoires de cadeaux, ce seraient des affaires de sauvages, à moins — pis encore — que le don ne concerne sous l'étiquette de l'*agapè* que les théologiens du christianisme. Peut-être y a-t-il eu du don mais, à coup sûr, il n'y en aurait plus.

C'est là l'hypothèque qu'il faut lever si l'on entend faire de la théorie du don une alternative complémentaire crédible à la théorie de l'intérêt. C'est entendu, expliquent Jacques Godbout et Alain Caillé dans l'article qui ouvre ce numéro⁵, l'éco-

3. *La Part maudite* de G. BATAILLE, *Homo ludens* de J. HUIZINGA (« Les Essais », Gallimard), l'oeuvre de K. POLANYI, *L'Échange symbolique et la Mort* de J. BAUDRILLARD, mais aussi, moins connus, *The Gift* de Lewis HYDE, *Dons rituels et échanges marchands* de Guy NICOLAS (Institut français d'ethnologie) et *Gift and Commodities* de Chris GREGORY (Academic Press, Londres, 1978).

4. Comme le rappelle Mary DOUGLAS dans son introduction à la nouvelle traduction anglaise de l'*Essai sur le don* (cf. *Revue du MAUSS*, n° 4).

5. On aura remarqué que les noms des auteurs ne suivent pas l'ordre alphabétique. Il ne s'agit pas d'une erreur. Voilà plusieurs années que J. Godbout travaille à un livre sur le don. A. Caillé lui a proposé il y a un an de collaborer avec lui. Offre acceptée, mais J. Godbout demeure l'auteur principal du livre (à paraître aux Éditions La Découverte en 1991), ce qu'il importait de signaler par

nomie de marché fonctionne principalement aux intérêts de possession et le système politique aux intérêts de pouvoir. L'erreur du discours intérêtiste, toutefois, est d'oublier systématiquement que la société ne se réduit nullement au marché ou à l'État. Les hommes, même modernes, ne naissent pas *Homo economicus* ou *Homo politicus*. Et l'essentiel de leur existence se déroule dans les sphères de la famille, de l'alliance et de la parenté, du voisinage, de la camaraderie, de l'amour et de l'amitié, ou encore dans le cadre de la vie associative. Bref, dans le champ des relations proprement sociales qui sont d'abord des relations de personne à personne. L'hypothèse des auteurs est qu'aujourd'hui encore l'ensemble de ces relations sociales obéit à la logique du don. Et, bien sûr, celle-ci n'est nullement immune de calcul d'intérêt, même s'il est vrai à l'inverse que ceux-ci ne se déroulent jamais dans le pur éther de la raison instrumentale et sont sans cesse traversés par des considérations particularistes qui ouvrent sur les exigences du don et du contre-don. Si cette hypothèse est juste, alors un champ d'investigation considérable, aussi bien empirique que théorique, cognitive que normative, s'ouvre à la pensée, puisqu'il ne s'agit de rien de moins que d'étudier les formes spécifiques sous lesquelles l'universel anthropologique se déploie dans les sociétés contemporaines.

Cette livraison de la *Revue du MAUSS* témoigne donc d'une ambition considérable. Et certainement très excessive, jugeront beaucoup, largement à juste titre. Nous ne saurions en effet nous hisser complètement à la hauteur de l'ambition affichée. Et nous sommes bien conscients de ne présenter ici que de premiers balbutiements. Sans en rougir ni en avoir honte, d'ailleurs. Car si le paradigme intérêtiste a mobilisé, depuis deux siècles ou plus, des milliers ou des dizaines de milliers de chercheurs, le paradigme « donatiste » n'en a vu oeuvrer que quelques dizaines ou quelques centaines. La disproportion des forces est totale. Et nous ne saurions donc être bien avancés. Ce que le lecteur du présent numéro pourra constater par lui-même en notant que tout est ici obscur dès le départ, c'est-à-dire dès la définition même de ce qu'il faut entendre par don. *Jean-Luc Boilleau* s'en tient à une définition très restrictive et critique toutes les tentatives de penser dans le registre du don, par

l'inversion de l'ordre alphabétique. Et d'autant plus que les deux collaborateurs sont encore loin d'être d'accord sur tous les plans. L'accord a en tout cas été suffisant pour que soit rédigée en commun l'introduction au livre. C'est celle-ci qui est reproduite ici.

exemple ce qu'il appelle l'abandon (le renoncement) mystique ou le partage (le pardon). Le don est pour lui inséparable de la rivalité, de l'*agôn*, de la négativité et de la liberté. A l'inverse presque, *Françoise Bloch* et *Monique Buisson* suggèrent que les multiples dons qui structurent la vie familiale ne peuvent pas être analysés comme de purs dons mais doivent l'être comme les résultats de relations de dette. Ou encore, le don doit-il être conçu comme radicalement étranger à la marchandise ou, symétriquement, doit-on penser que l'intérêt marchand représente la vérité cachée du don? *Gérald Berthoud* refuse ces deux positions pour plaider en faveur d'une conception qui fasse de l'échange marchand un cas particulier — même s'il a revêtu l'importance que l'on sait — du don. Mais peut-être les deux positions critiquées par G. Berthoud sont-elles également admissibles? C'est ce que semble suggérer *Mary Douglas* dans sa recension du livre de Marilyn Strathern *The Gender of the Gift*, qui constitue aujourd'hui la réponse la plus puissante opposée aux critiques féministes des sociétés sauvages. Les hommes de Nouvelle-Guinée, soutient Marilyn Strathern, ne peuvent pas être réputés exploiter économiquement leurs épouses parce que l'idée même d'exploitation n'a de sens que dans l'univers du travail et de la marchandise et n'en aurait pas dans l'univers du don. Voire! répond M. Douglas qui, tout en soulignant la sophistication toute post-moderne des élaborations de M. Strathern, conclut que celle-ci n'a guère de chance, ni même de raisons irréfragables, de convaincre les féministes.

On voit que, même parmi les auteurs qui tous se réclament de Marcel Mauss, le champ des compréhensions possibles du don est immense. Sans prétendre pouvoir réconcilier tout le monde, contentons-nous de noter une amphibologie du concept de don chez Marcel Mauss. Le mot « don » sert en effet à la fois à désigner l'ensemble du cycle engendré par l'obligation de donner, recevoir et rendre, et le premier moment de ce même cycle. Il est clair que selon qu'on a en tête l'acception générale ou l'acception particulière, on aboutira à des interrogations radicalement différentes. Une fois cette distinction posée, il est probable que les différences et différends entre les auteurs dépendent de celui des trois moments du cycle qui leur semble commander les deux autres. Les utilitaristes-intérétistes se focalisent sur le seul moment du recevoir, et scotomisent don et dette. J.-L. Boilleau, J. Godbout et A. Caillé, mais chacun pour des raisons différentes, privilégient le moment du don en tant que tel. F. Bloch et

M. Buisson mettent l'accent sur la dette qui commande l'obligation de rendre. G. Berthoud et M. Strathern, s'attachent davantage au cycle global en tant que tel, peut-être. Arrêtons là ces distinguos qu'il faudra reprendre et approfondir dans le numéro suivant. Pour l'instant, nous serions satisfaits si nous avions pu convaincre quelques lecteurs qu'il est largement temps de prendre enfin l'*Essai sur le don* au sérieux et de ne pas le reléguer sur les étagères poussiéreuses des études folkloristes.

A. C.

DÉBAT

« L'économie (re) découvre-t-elle Aristote? »

Avec la participation de Arnaud Berthoud et Paul Jorion

- A. Berthoud, « Rationalité marchande et Juste prix », *Cahiers d'économie politique*, n° 19, 1991.
- P. Jorion, « Déterminants sociaux de la formation des prix du marché », *Revue du MAUSS*, nos 9 et 10, 1990.

Université de Paris-I, 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris,
salle C 22-04

Vendredi 31 mai de 14 h à 18 h.